

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

**Prestation de transport des caisses (colis) et des
sacoches entre les différents sites dépendants de la
Caisse d'Assurance Maladie de la Charente-Maritime**

Marché n° PA-2025-01

SOMMAIRE

Article 1 - Objet de la consultation – Disposition Générales	3
1.1 - Objet du marché.....	3
1.2 - Nature du marché.....	3
1.3 - Forme de contrat	3
1.4 - Décomposition en Lot	
Erreur ! Signet non défini.	
1.5 - Durée du marché - Délai d'exécution - Condition d'exécution des prestations	3
1.6 - Variantes	3
Article 2 - Pièces Contractuelles du Marché	3
Article 3 - Délai d'Exécution	4
3.1 - Délais de base.....	4
3.2 - Prolongation des délais	4
Article 4 - Condition d'exécution des prestations	4
Article 5 - Vérification de l'Exécution des Prestations	5
Article 6 - Garantie des Prestations	5
6.1 - Garantie technique	5
6.2 - Maintenance.....	5
Article 7 - Garantie Financières dans l'exécution de la prestation	5
Article 8 - Avance Forfaitaire	5
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	5
8.2 - Garanties financières de l'avance	5
Article 9 - Modalités de détermination des Prix	5
9.1 - Contenu des prix	5
9.2 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	5
9.3 - Variation dans les prix	6
Article 10 - Modalités de règlement des comptes.....	7
10.1 - Présentation des demandes de paiements.....	7
10.2 - Délai global de paiement	8
Article 11 - Pénalités	9
11.1 - Pénalités de retard	9
11.2 - Pénalités pour travail dissimulé	9
Article 12 - Avenants	9
Article 13 - Assurances	9
Article 14 - Résiliation du marché	10
Article 15 - Droit et Langue	10
15.1 - Litige.....	10
15.2 - Langue	10
Article 16 - Clause de confidentialité	11
Article 17 - Protection de l'environnement.....	11
Article 18 - Dérogations au CCAG.....	12

Article 1 -Objet de la consultation – Disposition Générales

1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la prestation de transport des caisses (colis) et des sacs entre les différents sites dépendants de la Caisse d'Assurance Maladie de la Charente-Maritime. Le détail des prestations attendues est décrit dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 - Nature du marché

Il s'agit d'un marché public de services au sens de l'article L.1111-4 du code de la commande publique

1.3 - Forme de contrat

Le présent marché est un marché ordinaire (les prestations s'exécutent de façon récurrente sans que l'acheteur ait besoin d'émettre des bons de commandes).

1.4 - Allotissement

Le présent marché est un marché global. Il n'est pas alloti.

1.5 - Modification du marché

Conformément à l'article L2194-1 et l'article R2191-1 du code de la commande publique, le présent marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux.

La Caisse d'Assurance Maladie se réserve le droit de modifier, à tout moment, les prestations au cours de marchés, notamment en cas de fermeture de site ; de changement de périodicité/fréquence des passages du transporteur.

La fréquence des passages du transporteur est susceptible de varier à la baisse durant toute la durée du marché.

Par ailleurs, la volumétrie (poids/quantité) transportée peut être amenée à évoluer au cours du marché.

La liste des possibles modifications énoncée, ci-dessus, n'est pas exhaustive.

A chaque modification, un avenant au contrat sera établi.

1.6 - Durée du marché - Délai d'exécution - Condition d'exécution des prestations

Le présent marché prend effet à la date de début des prestations, soit le **15 Mai 2025**.

Le présent marché est conclu pour une durée de **1 an renouvelable 2 fois, tacitement, par période de 1 an sans que la durée totale n'excède 3 ans**.

Aussi ce marché prendra fin de plein droit au bout des 3 années, soit le **14 Mai 2028**, sans qu'il soit besoin de notifier cette fin au titulaire.

Toutefois, la Caisse d'Assurance Maladie pourra choisir de résilier, à tout moment, trois mois avant sa date anniversaire, par courrier avec accusé de réception.

Le titulaire ne pourra prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non reconduction, ni refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R2112-4 partie réglementaire du code de la commande publique.

Les délais d'exécution des prestations passées durant la période de validité du marché sont fixés dans le CCTP en date du 27/01/2025

1.7 - Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

Article 2 -Pièces Contractuelles du Marché

Le présent marché est soumis aux dispositions du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie Réglementaire (art. R2132-1) et de l'ordonnance n° 2018-1074 portant partie Législative (art. L2132-1) du Code de la Commande Publique.

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'Engagement **(A.E.)** et ses annexes I financière **(BPU)** & II Cadre de Mémoire Technique
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières **(CCAP) et ses annexes**, dont seul l'exemplaire est conservé dans les archives de la Caisse d'Assurance Maladie fait foi,

- Le cahier des clauses administratives générales (**CCAG**) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- Le cahier des clauses techniques particulières (**CCTP**), dont seul l'exemplaire est conservé dans les archives de la Caisse d'Assurance Maladie fait foi,
- L'offre du titulaire, complétée par :
 - Les **Normes et Règles** en vigueur dans la profession,
 - Le **Mémoire Technique** du candidat

Toute clause, portée dans les tarifs du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du marché, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure. L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, fait seul foi.

Article 3 -Délai d'Exécution

3.1 - Délais de base

L'exécution de la prestation est journalière et devra être effectuée chaque jour ouvré, soit du lundi au vendredi.

3.2 - Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS

Article 4 -Condition d'exécution des prestations

Dispositions générales

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Conditions de livraison

Les livraisons et retraits des sacoches et caisses devront avoir lieu aux adresses précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Les livraisons devront intervenir à l'intérieur de la plage horaire définie ci-après :

du Lundi au Vendredi

- ✓ **Siège de Social de La Rochelle de 8h30 à 9h00 et de 13h30 à 16h15**
- ✓ **Site de la Plateforme de Services de 16h30 à 17h00**
- ✓ **Site de l'ELSM de 15h45 à 16h30**
- ✓ **Site de Rochefort de 9h30 à 10h45**
- ✓ **Site de Saintes de 09h00 à 10h45**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Les prestations devront être exécutées sans apporter de gêne au bon fonctionnement des services de la Caisse d'Assurance Maladie de la Charente Maritime.

Le Titulaire doit respecter la réglementation et la législation en vigueur pour effectuer les prestations qui lui ont été confiées.

Si nécessaire, assure les déclarations à la CNIL.

Personnel du titulaire sur site

Le Titulaire remet à l'organisme, quinze (15) jours au moins avant la date de la première intervention, la liste nominative de son personnel susceptible d'intervenir sur site.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire est responsable de la qualification et du choix de sa main-d'œuvre. La qualification de tout le personnel intervenant sur le site doit pouvoir être vérifiée par l'organisme.

Formation du personnel du titulaire

Le Titulaire assurera la formation du personnel chargé de réaliser les prestations.

Le Titulaire doit respecter la réglementation et la législation en vigueur pour effectuer les prestations qui lui ont été confiées.

Article 5 -Vérification de l'Exécution des Prestations

Opérations de vérification

Les vérifications quantitatives simples seront effectuées par la personne responsable désignée au moment même de la livraison de la fourniture conformément aux articles 18, 19 et 20.2 du CCAG-FCS

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG-FCS

Article 6 -Garantie des Prestations

6.1 - Garantie technique

Les prestations ne font l'objet d'aucune garantie technique.

6.2 - Maintenance

De par sa nature, la prestation objet du marché ne nécessite pas de maintenance.

Article 7 -Garantie Financières dans l'exécution de la prestation

Aucun cautionnement, ni garantie ne seront exigés.

Article 8 -Avance Forfaitaire

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

En application de l'article R2191-3 du Code de la Commande Publique, une avance forfaitaire peut être accordée, sauf indication contraire portée par le titulaire dans l'Acte d'Engagement.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Sans objet.

Article 9 -Modalités de détermination des Prix

9.1 - Contenu des prix

Le prix de la prestation indiqué dans le bordereau de prix est réputé comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais afférents, jusqu'à la livraison.

Il se décompose en :

- Prix du transport hors charges carburant
- Charges liées aux carburants
- Majoration forfaitaire

Dans le cadre de la taxe poids lourds (Ecotaxe), celle-ci s'appliquera au prix de la totalité de la prestation de transport et figurera sur une ligne spécifique en bas de facture.

Le prix de la prestation est fixé dans l'annexe financière (Annexe I à l'AE).

Le prix de la prestation est révisable conformément à [l'article 9.3](#) ci-dessous.

9.2 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix des prestations faisant l'objet du marché sont des **prix unitaires** appliqués aux transports réellement effectués.

Les prix indiqués dans l'acte d'engagement comprennent toutes les dépenses de main-d'œuvre, fournitures, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses ainsi que les risques d'accident personnel ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte, qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

Ces prestations seront réglées mensuellement à terme échu, sur présentation de facture par rapport aux quantités réellement exécutées.

9.3 - Variation dans les prix

9.3.1 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois Mo de la date de remise des offres (soit mars 2025) ;

9.3.2 - Révisions de prix de la prestation

9.3.2.1 - Modalités de révision de prix :

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois Mo de la date de remise des offres.

Les prix sont fermes pour la première année, et révisables ensuite une fois par an à la date anniversaire du contrat, selon la formule suivante :

$$P1 = Po [0.15 + 0.85 (I/Io)]$$

P1 = Prix révisé

Po = Prix de base du marché HT

I = Indice connu au jour de la révision

Io = Indice connu au mois Mo

Indice ICHTrev-TS 001565190 « Indice du coût horaire du travail tous salariés - Transports, entreposage ».

Dans le cas où le marché serait reconduit, le Titulaire enverra ses prix révisés au plus tard sept jours avant chaque date anniversaire à l'Acheteur.

Les valeurs des indices sont disponibles sur le <http://www.insee.fr>

Les charges liées aux carburants sont révisées mensuellement, en fonction de l'évolution du coût du carburant :

$$P2 = P2o \times \frac{GO}{GOo}$$

P2 : Prix du carburant révisé hors taxe

P2o : Prix du carburant figurant dans l'offre initiale

GOo : Indice de référence du prix du gazole Indice gazole cuve moyenne mensuelle : **Déc. 2024 : 197,23**

GO : Indice de référence du prix du gazole Indice gazole cuve moyenne mensuelle du dernier indice connu.

Indice « gazole hors TVA, prix cuve moyenne mensuelle » disponible à l'adresse internet suivante : <http://www.cnr.fr>

Pour les éventuelles périodes de reconduction, l'opérateur économique du marché s'engage à faire parvenir à l'organisme, par lettre recommandée avec accusé de réception (ou tout autre moyen permettant de donner date certaine à son envoi), son nouveau tarif révisé en application de la formule, ci-dessus, avec un préavis de deux mois avant la date prévue pour l'application de la révision.

Cet envoi devra se faire spontanément, sans que l'organisme sollicite l'opérateur économique, à l'adresse suivante :

CPAM de la Charente-Maritime - Département du Patrimoine et des Moyens – 17014 La Rochelle Cedex 1
Ou par

Mail à facturation.dpm.cpam-larochelle@assurance-maladie.fr

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels à la date de reconduction du marché.

La révision se fait à la baisse comme à la hausse. La justification de la revalorisation détaillée des prix sera à la charge du prestataire. La révision des prix n'a pas à être constatée par voie d'avenant.

Clause de sauvegarde

La Caisse d'Assurance Maladie de la Charente Maritime se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché à la date de changement de tarif, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 3 % l'an, par application de la formule figurant ci-dessus.

Article 10 - Modalités de règlement

10.1 - Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-FCS

Les demandes de paiement seront établies en un original et 1 copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché et/ou référence de la demande ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément à l'article 30.3 du CCAG-FCS ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

10.2 - Modalités de transmission des factures

Les factures devront être impérativement déposées sur le **portail CHORUS PRO** que l'Etat met à disposition de ses fournisseurs, accessible à partir du lien Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) avec les codes suivants : Identifiant structure : **78134313200010**

« La transmission d'une facture par une autre voie ne sera pas prise en compte »

Ce portail permet au titulaire de réduire les coûts et les délais de traitement, de sécuriser les échanges et d'œuvrer pour le développement durable. Ce service est entièrement gratuit.

Pour mémoire, l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 impose une obligation de facturation électronique pour les émetteurs de factures à compter du 1er janvier 2020 : pour les microentreprises.

Le non-respect de cette disposition entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date, ainsi que la suspension du délai de paiement (Article R2192-27 et suivants du code de la commande publique).

En cas de cotraitance :

Les dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon l'article 12.1.2 du CCAG-FCS

En cas de sous-traitance :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le Titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous traitant. Cette décision est notifiée au sous traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours. Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la facture par les services de l'organisme sous réserve de service fait.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par l'Organisme en application du présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et de l'indemnité pour frais de recouvrement prévus à l'article L2192-13 portant partie législative et à l'article R2192-31 et à l'article R2192-35 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1er jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage (article L2192-13 du code de la commande publique renvoyant à l'article R2192-31).

En cas de retard de paiement une indemnité forfaitaire de 40 € (article R2192-35 du code de la commande publique) pour frais de recouvrement doit s'ajouter systématiquement aux intérêts moratoires.

Le délai de paiement sera suspendu dans les cas suivants :

- si la facture fait l'objet d'un rejet motivé de la part du pouvoir adjudicateur,
- en cas de changement dans l'identification de l'entreprise titulaire (raison sociale, coordonnées bancaires etc...) tant que les pièces justificatives correspondantes n'auront pas été transmises.

Intérêts moratoires et indemnité de recouvrement doivent être payés dans les 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

Les pénalités dont le titulaire serait redevable au titre des dispositions de l'article 14 du présent cahier des clauses administratives particulières seront déduites du montant hors taxes de la facture.

Article 11 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne saurait être exonéré des pénalités inférieures à 300 € HT.

11.1 - Pénalités de retard

En cas de non-respect du délai de livraison par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées suivant les dispositions ci-après :

$$P = \frac{V \times R}{50}$$

P = *montant de la pénalité*

V = *valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité*

R = *nombre de jours de retard.*

Le nombre de jours de retard est celui constaté entre la date de livraison prévue et la date de réception effective.

11.2 - Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC de la facture mensuelle (hors affranchissement).

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

La Caisse d'Assurance Maladie de la Charente-Maritime se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, sans que celui-ci ne puisse prétendre à une indemnisation, si ce dernier ne régularise pas sa situation au regard des formalités prévues par le Code du Travail.

Article 12 - Avenants

Aucune modification au présent marché ne pourra être effectuée sans rédaction d'un avenant.

Article 13 - Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de l'attribution du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A défaut de production dans le délai précité, de validité des documents transmis ou en cas de situation non-conforme à la réglementation le projet de marché sera dénoncé aux torts du candidat retenu sans indemnités.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le Titulaire se déclare responsable de la bonne exécution de toutes les prestations faisant l'objet du marché.

Il a la pleine responsabilité des matériels utilisés pour l'exécution des prestations.

Tout incident qui sera constaté par le Titulaire devra être signalé immédiatement au Directeur de la Caisse d'Assurance Maladie.

Le Titulaire est seul responsable des infractions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre l'organisme en cas de condamnation encourue par lui ou ses employés.

Il a la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail.

Le Titulaire devra indiquer dans sa proposition les caractéristiques de la multirisque professionnelle souscrite.

Le Titulaire doit prévenir l'organisme de toute modification dans ses polices d'assurance dans un délai maximum d'un mois à compter de la date de la modification.

Les clauses d'assurances initiales et celles résultant d'une modification de police sont soumises à l'organisme qui peut demander une extension de garantie après concertation avec le Titulaire et éventuellement avec son assureur.

Article 14 -Résiliation du marché

Le marché pourra être résilié dans les conditions prévues aux articles 29, 30, 31 et 32 du CCAG-FCS.

- Le marché doit être exécuté de manière correcte, avec diligence et de bonne foi. Lorsque le titulaire ne respecte pas ce principe, il engage sa responsabilité et encourt une résiliation du marché à ses torts. Les services de la Caisse d'Assurance Maladie de la Charente Maritime sont habilités pour constater négligences, manoeuvres et mauvaise exécution par tout moyen. Ils en avisent le Représentant Légal du Pouvoir Adjudicateur qui décide de mettre le titulaire en demeure de se justifier et prononce, le cas échéant, la résiliation du marché.
- Le Titulaire ne déclare pas ne pas pouvoir exécuter ses engagements sans qu'il soit fondé à invoquer le cas de force majeure. Le représentant légal du pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché sans indemnités aux torts exclusifs du titulaire, et ce, sans mise en demeure préalable.

Force majeure

L'inexécution par le titulaire de ses obligations au titre du présent marché n'est pas considérée comme fautive lorsqu'elle résulte d'un cas de force majeure selon la définition qui en est donnée par les juridictions administratives (événement extérieur au titulaire, imprévisible et irrésistible). Lorsque le titulaire justifie être dans l'impossibilité d'exécuter son marché par cas de force majeure, il peut en demander la résiliation. Celle-ci ne lui confère pas de droit au versement d'indemnités.

- D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 ; R. 2143-11 et R. 2143-6 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie Réglementaire du Code de la Commande Publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D.8222-7 à 8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Conditions de résiliation

L'organisme avertira le titulaire, avec un préavis de 1 mois, de son intention de résiliation par l'envoi d'un courrier conférant date certaine de réception.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, aucune indemnité ne sera allouée au titulaire par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS.

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 36 du CCAG-FCS, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Article 15 - Droit et Langue

15.1 - Litige

En cas de litige survenant dans l'exécution du présent marché et qui n'aurait pu être réglé dans le cadre des dispositions de l'article R. 2197-1 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie Réglementaire du Code de la Commande Publique, les deux parties peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable des différends dont dépend le siège de la Caisse d'Assurance Maladie de la Charente-Maritime.

15.2 - Langue

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 16 -Clause de confidentialité

16.1 - Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

16.2 - Chacune des Parties s'engage notamment à :

- . prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- . ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- . ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- . ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

16.3 - Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- . la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- . les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- . les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

16.4 - Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

Livret de sécurité et Attestation (annexes 1 et 2 du présent CCAP)

Avant tout début d'exécution de la prestation, le livret de sécurité de l'information, visant au respect des consignes de sécurité et des clauses de confidentialités applicables à l'organisme, devra être communiqué au personnel et sous-traitant éventuel du titulaire.

De plus, l'attestation y afférente devra être complétée et signée par le titulaire.

Article 17 - Protection de l'environnement

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur

Article 18 - Dérogations au CCAG

Les dérogations aux CCAG-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

- L'article 11 déroge à l'article 14.1 du CCAG FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

Fait à La Rochelle, le 27 Janvier 2025

Signature et cachet de l'entreprise

Mention « lu et approuvé »

ANNEXE(S) :

Annexe 1 au CCAP – Livret de sécurité de l'information

Annexe 2 au CCAP – Attestation